

Paris, le 3 septembre 2016

UN APPEL DU BUREAU NATIONAL

Réuni le 3 septembre 2016, le bureau national du Parti ouvrier indépendant démocratique :

1 – **Constate l'impact considérable** de l'appel à la tenue d'une conférence nationale de délégués pour la rupture avec l'Union européenne, avec la V^e République, pour l'Assemblée constituante souveraine, appel lancé publiquement par plus de 2 200 travailleurs, militants et jeunes de toutes tendances de 78 départements. Le BN appelle les comités à redoubler d'efforts dans la campagne visant à faire contresigner cet appel, à constituer les comités, à désigner les délégués. Une force politique se constitue (au sein de laquelle les non adhérents du POiD constituent une large majorité). Elle vise à rassembler dans un même mouvement des militants de toutes tendances — dans le respect de leurs engagements — dans le combat commun pour ouvrir une issue conforme à la démocratie, une issue fondée sur la rupture avec les institutions existantes, instruments de la domination de la classe capitaliste.

2 – **Constate que le mouvement engagé par la classe ouvrière** contre le gouvernement ne désarme pas. Les premières indications en cette rentrée le confirment : mouvements de grève engagés dans les établissements scolaires contre les conditions désastreuses de la rentrée marquée par les contre-réformes de la ministre Najat Vallaud-Belkacem ; mouvements de grève des personnels territoriaux et hospitaliers, grève à SFR ; mobilisation des producteurs de lait contre les multinationales ; grève spontanée des dockers du Havre face à la provocation du gouvernement faisant arrêter des délégués syndicaux, en plein meeting avec le secrétaire général de la CGT. Les organisations syndicales qui ont mobilisé pour le retrait de la réforme El Khomri depuis le mois de mars en exigent aujourd'hui l'abrogation. Dans tous les domaines grandit le rejet du gouvernement et de sa politique et l'aspiration à les balayer.

3 – **Constate que le gouvernement, rejeté, répond par la répression** et l'acharnement à vouloir intégrer les organisations ouvrières à ses contre-réformes. Il répond aussi par un déchainement « communautariste » visant à diviser les travailleurs et la jeunesse, à les détourner des véritables problèmes, en ostracisant un secteur de la classe ouvrière et de la jeunesse en raison de sa religion. Et dans tous les domaines, il poursuit la mise en œuvre des contre-réformes destructrices.

4 – **Constate que ce gouvernement aux abois**, se plaçant de plus en plus sous la direction des Etats-Unis, intensifie la guerre dans tous les domaines. Chacun le comprend, la multiplication des attentats en France ne saurait être distinguée de ce contexte international.

Dans tous les domaines, à l'extérieur comme à l'intérieur, la situation est grave, lourde des plus gros dangers. C'est pourquoi dans le même mouvement où il appelle les militants à réussir la conférence pour la rupture, le bureau national réaffirme son engagement dans la préparation de la **conférence internationale contre la guerre et l'exploitation et le travail précaire à Mumbai**. Conférence internationale qui rassemblera des délégations de plus de trente pays. Le bureau national réaffirme la position traditionnelle du mouvement ouvrier : l'attitude vis-à-vis de la guerre constitue une ligne de démarcation. Quiconque est indépendant de la classe capitaliste, de l'OTAN, de l'Union européenne, des exigences des multinationales, sera aux côtés des peuples victimes des agressions militaires impérialistes et se prononcera pour le retrait inconditionnel des troupes françaises de Syrie, d'Irak, de Libye, de Centrafrique, du Mali. Quiconque est sur cette position d'indépendance soutiendra la conférence de

Mumbai. Ceux qui refusent de s'engager dans cette voie se font, d'une manière ou d'une autre, les complices de la politique de guerre du gouvernement.

Les militants du Parti ouvrier indépendant démocratique

- qui agissent à égalité avec les militants de toutes tendances pour le succès de la conférence pour la rupture ;
- qui agissent avec les travailleurs et militants de toutes tendances pour aider à réaliser l'unité dans la lutte de classe des travailleurs et des organisations sur les revendications contre les patrons et le gouvernement ;

invitent l'ensemble de leurs camarades à ouvrir la discussion sur la question suivante :

- **L'heure n'est-elle pas venue d'agir pour un authentique gouvernement des travailleurs et de la démocratie ?** Chacun peut le constater : tous les gouvernements qui se succèdent depuis plus d'un demi-siècle ont en commun d'appliquer scrupuleusement les exigences de la classe capitaliste, en particulier sous la forme des plans dictés par l'Union européenne. Force est de constater que, de ce fait, il est de plus en plus difficile pour les travailleurs et les jeunes de distinguer entre la politique d'un gouvernement dit de « droite » et celle d'un gouvernement dit de « gauche ».
- **L'heure n'est-elle pas venue d'un gouvernement qui ne soit pas au service de la classe capitaliste.** Un gouvernement au seul service de la majorité, de ceux qui produisent les richesses, des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des retraités, des petits paysans ?

La démocratie, ça ne consiste pas à savoir qui posera sur sa tête la couronne royale, devenant ainsi l'instrument qui, pendant cinq ans, appliquera les exigences des banquiers, des capitalistes et de l'Union européenne.

La démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. La démocratie, c'est donc un gouvernement au service de la classe ouvrière et de la majorité qui n'hésitera pas à prendre les mesures de rupture qu'appelle la situation : en commençant par l'abrogation de toutes les contre-réformes, l'annulation du pacte de responsabilité, l'interdiction des licenciements, la restitution aux communes et départements des moyens qui leur ont été indument pris.

L'heure est venue du combat pour le gouvernement ouvrier. Un gouvernement qui renonce à toutes les interventions militaires à l'étranger. Un gouvernement qui rétablit la laïcité, c'est-à-dire la séparation entre la religion (affaire privée) et l'Etat. Un gouvernement qui, par conséquent, coupe court à la marche au morcellement communautaire.

L'heure est venue d'un gouvernement de la classe ouvrière qui établisse les relations fraternelles, loyales et à égalité avec tous les peuples et les nations d'Europe, libérés du carcan de l'Union européenne et de ses traités.

L'heure est venue de franchir une nouvelle étape dans la construction d'un parti qui agisse sur cette voie.

C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant démocratique appelle les travailleurs et les jeunes à discuter de ces propositions, à discuter des éléments soumis par le bureau national sur la question particulière des élections, à contribuer au débat dans les colonnes de *La Tribune des travailleurs*.

Les plus grands combats sont devant nous. Renforcer le Parti ouvrier indépendant démocratique en construction, c'est s'organiser pour s'y préparer.

Adopté à l'unanimité